Initiatives ministérielles

en saisir la Chambre avant que la présidence ne rende sa décision?

M. Andre: Chose certaine, madame la Présidente, je ne ferai pas l'appel du projet de loi s'il est irrecevable, mais je ne pense pas que ce soit un obstacle insurmontable. Nous devrions en finir, car il découle du budget d'avril 1989. Depuis ce temps-là, des frontières ont disparu dans certaines régions du globe. J'espère que la Chambre pourra disposer du projet de loi après tant de temps.

M. Benjamin: Vous l'avez laissé moisir au *Feuilleton* pendant dix mois.

M. Andre: Il va être recevable. J'espère que le député collaborera afin que nous puissions régler toutes les questions en suspens et, enfin, trouver un moyen d'en disposer.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LOI DE 1990-1991 SUR LE POUVOIR D'EMPRUNT

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Wilson (Etobicoke—Centre): Que le projet de loi C-65, Loi portant pouvoir d'emprunt, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité législatif.

M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke): Madame la Présidente, je veux répéter ce que j'ai dit ce matin. Compte tenu de la confusion permanente qui règne au sein du gouvernement en ce qui concerne la gestion des affaires, à la Chambre des communes, les Canadiens ne trouvent certes pas étonnant que le gouvernement soit aussi désarmé lorsqu'il s'agit de gérer les finances du pays.

Quand je me suis interrompu à 1 heure, je parlais du programme des ports pour petits bateaux aux termes des comptes publics du Canada. En raison de ce programme les bateaux, les pêcheurs et tout le matériel qui est acheté pour un bateau ayant un port d'attache rapportent en Ontario seulement, à la province et au gouvernement fédéral, 300 millions de dollars par an en recettes fiscales. Ce montant est divisé également, soit 150 millions de dollars pour la province et 150 millions de dollars pour le gouvernement fédéral, mais celui-ci ne réaffecte que 3 millions de dollars dans le programme des ports pour petits bateaux au Canada, c'est-à-dire 1 p. 100.

• (1510)

Ce matin, je parlais aussi du tourisme et je félicitais le député de Broadview—Greenwood pour l'excellent travail qu'il a accompli dans le domaine de l'environnement. L'environnement et le tourisme doivent aller de pair et nous avons beaucoup de développement et de promotion à faire au cours des années 90 au Canada. Il faut se rappeler que le tourisme améliore les relations internationales et la paix dans le monde.

Il y a quelque temps, nous avons parlé à la Chambre des déplacements des ministres. C'est encore une question en suspens aux comptes publics du Canada. Il n'y a plus que le gouvernement fédéral qui ne soumet pas de reçus pour les déplacements des ministres. Dans toutes les provinces et territoires, les ministres présentent des frais de déplacement à l'approbation de leur vérificateur général. Le vérificateur général du Canada n'a encore jamais obtenu un reçu provenant d'un ministre du gouvernement. Nous nous attendons à des éclaircissements d'ici quelques jours, sans quoi nous allons demander pourquoi le gouvernement ne rend pas de comptes à ce sujet.

Nous avons devant nous un gouvernement sans honte qui prône mais ne pratique pas la bonne gestion financière. Il promet de ne pas augmenter les taxes, puis il fait exactement le contraire. Non seulement ne parle-t-il pas au nom des Canadiens, mais encore ne tient-il aucun compte de leurs volontés. Il est en train de démanteler les structures nationales qu'on a mis plus d'un siècle à ériger. Comme il ne semble pas savoir que le Canada est un vaste pays où prédominent les régions rurales, il les oublie et les laisse s'arranger avec leurs problèmes. Le Canada atlantique en est un exemple éloquent. Le gouvernement s'en est pris à ce qui était autrefois notre prospère industrie du bois d'oeuvre et il l'a vendue au premier venu. Sournement, il adapte nos entreprises et nos mesures sociales à celles des États-Unis.

C'est justement à cause des mesures du gouvernement que le Canada a plus de banques alimentaires. Je répète, madame la Présidente—c'est à cause des mesures du gouvernement que le Canada a plus de banques alimentaires que depuis la grande crise des années 1930. N'empêche que le gouvernement se vante de bien administrer les affaires publiques. C'est aussi à cause de ses mesures que des gens sans abri vont dormir dans les entrées des édifices des grandes villes. En s'attaquant aux régions rurales, le gouvernement force les gens à partir pour la ville où ils n'ont pas les moyens de vivre, où ils perdent